

# QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité  
21 novembre 2011- 6h33, 7h33 et 8h33

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,  
Radio Africa numéro 1



## A retenir

- ✓ Exploiter le sol africain pendant 99 ans sans nourrir la population locale
- ✓ Un élu vend l'Afrique et est viré de son mandat
- ✓ Qui peut réguler l'appropriation des champs africains ?
- ✓ Le rapport gagnant-gagnant entre faible et fort : une tromperie
- ✓ La diaspora africaine n'est pas neutre

## Thème en gestation

- ◆ La Tanzanie, un modèle dans sa politique agricole au service des populations
- ◆ L'abstention pour éviter de perdre l'aide de certains pays : l'exemple de l'UNESCO
- ◆ Médias, absence de preuves et confiance. Affaire Bourgi classée ?

## Les Champs africains vont appartenir aux Banques et aux spéculateurs

C'est en 2008 qu'un groupe sud-coréen, Daewoo, signa un accord avec le Gouvernement malgache dirigé à l'époque par le Président Marc Ravalomanana. Il fut question d'exploiter pendant 99 ans une partie de Madagascar plus grande que la Gambie avec en contrepartie de l'argent frais pour le gouvernement sans compter les « à côté ». Mais l'essentiel de la production agricole devait être renvoyée légalement en Corée du Sud pour nourrir les Coréens. Quid des Malgaches ! Entre 1,3 et 4 millions d'hectares, soit jusqu'à 3 fois la Gambie devaient ainsi devenir le grenier agricole d'une entreprise multinationale. Cet accord a conduit à une crise politique qui perdure encore à Madagascar. Les autorités actuelles de Madagascar sous la direction d'Andry Nirina Rajoelina, Président autoproclamé, ont supprimé ce contrat dolosif. Les effets collatéraux sont à méditer. Cet accord de vente des champs malgaches par un Président élu démocratiquement l'a fait sauter. Pourtant ce mécanisme en opération à moindre échelle dans d'autres pays

d'Afrique ne fait pas « sauter » les chefs d'Etat africains adeptes des élections contestées et l'absence de vérité des urnes.

Qui peut réellement réguler ce secteur de l'appropriation des sols africains pour nourrir les pays-investisseurs ? Vraisemblablement pas les ex-pays colonisateurs, ni les multinationales des pays émergents. C'est donc bien les populations africaines qui doivent se prendre en main si elles sont conscientes des enjeux et de la qualité de leurs représentants politiques. Lorsque les multinationales disposent de budgets qui ne peuvent que faire rêver un chef d'Etat africain, le rapport entre le fort et le faible n'est pas toujours un rapport « gagnant-gagnant ». Par exemple, entre 74,2 milliards de \$US de revenus en 2011 pour la firme française Peugeot et 9 milliards de \$US en 2011 pour le produit intérieur brut (la richesse économique) de Madagascar, soit 8 fois plus pour Peugeot, il n'y a pas photo.

Il importe de soutenir les

Gouvernements et les politiques publiques favorisant l'augmentation des rendements, au sens de la productivité des superficies cultivées et au sens de l'extension et agglomération des espaces par les populations locales afin de leur apprendre à subvenir d'abord à leurs besoins, ce d'autant plus que le taux de croissance de la population africaine est en augmentation. Cela ne doit pas se faire aux dépens de l'environnement ou de la précarisation de l'emploi. Aujourd'hui, les observateurs avertis estiment que les champs et espaces africains dédiés à l'agro-business en Afrique finissent par n'être que des opérations spéculatives, souvent non-rentables à terme. Mais ce jeu permet la mainmise de banques commerciales, des fonds d'investissements, des entreprises multinationales qui considèrent le champ africain comme le champ de la spéculation sans règles. La conséquence est simple : la dépendance des zones rurales africaines va augmenter. La faute à qui ? Les dirigeants qui refusent la transparence sur les opérations de cessions des espaces africains. Mais aussi les élites de la Diaspora africaine se prêtent au jeu en oubliant les populations des zones rurales. Pourquoi ? Parce-qu'ils espèrent être associés à la distribution des dividendes des vautours de l'agro-business. Attention donc, agro-business est souvent synonyme de dépendance accrue et usurpation des champs des Africains. La « course aux terres » en Afrique pose 3 problèmes : la production locale, la souveraineté alimentaire et la régulation agricole. Bref, le problème est de manger à sa faim. YEA.



Contact Africa1  
+33 1 55 07 58 07/01  
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com  
yeamaizo@amaizo.info

### Questions sur l'actualité

La Grande Matinale  
Lundi à Vendredi :  
6h33, 7h33 et 8h33

## Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à  
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet  
d'apporter des éclairages originaux,  
assurément différents de  
l'occidentalo-centrisme ambiant.



Interdépendance africaine

[www.amaizo.info](http://www.amaizo.info)

Rubrique  
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/  
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)